

— THE EPOCH TIMES —

SPYGGATE

La véritable histoire de collusion

**Comment les agences les plus puissantes de
l'Amérique ont été militarisées contre le
président Donald Trump.**

PAR JEFF CARLSON – THE EPOCH TIMES
12, octobre 2018. Mise-à-jour: 13 octobre, 2018

Traduit en français pour la page Qanon Français par Dan ad Lumen.

Table of Contents

Introduction	3
Que veulent dire FISC & FISA	4
Infographique.....	4
Résumé	6
Central Intelligence Agency	7
Federal Bureau of Investigation.....	10
Peter Strzok et Lisa Page	12
Department of Justice	14
La bataille entre Rosenstein et McCabe	16
Département d'État.....	18
La campagne Clinton et le DNC	20
Perkins Coie	22
L'administration Obama.....	23
Ordre exécutif 13762	26
Les Médias.....	27
Le renseignement étranger.....	29
Fusion GPS/Orbis/Christopher Steele.....	31
Pièges à espions.....	33
Les abus FISA	36
La police d'assurance	38
Spygate.....	39

Introduction

L'article écrit par le journal The Epoch Times est le plus complet en ce qui concerne la création purement fictive d'informations servant à justifier des mandats d'espionnage FISA sur les gens autour du président américain Donald Trump, ainsi que sur lui-même avant son élection, pendant sa période de transition, et même après qu'il ait assumé ses fonctions de président américain. Le tout financé par Hillary Clinton. Les enquêtes en cour pourraient mener à des peines d'emprisonnement.

Dans ce document se trouve une chronologie explicative des abus connus (rendus publics) par les plus hauts placés de l'administration Obama, du FBI, du Département de la Justice (DOJ), du Département d'État, ainsi que par les chefs d'État et dirigeants des services de renseignements de l'Australie et du Royaume-Uni, représentant le plus grand scandale politique de l'histoire moderne américaine. Toutes ces personnes ont conspiré afin d'influencer le résultat d'une élection américaine légitime, puis pour tenter de destituer un président dûment élu.

J'ai traduit l'article anglais original ([disponible ici](#)) afin de faciliter la compréhension des membres de la page facebook [Q anon français](#), mais n'hésitez pas à partager ce document à votre guise. La totalité des droits d'auteurs appartient à [The Epoch Times](#). J'ai aussi traduit le graphique apparaissant plus bas.

J'ai tenté de préserver l'intégrité du document original et son sens. À certains endroits, j'ai ajouté des explications supplémentaires pour aider à la compréhension des lectrices/lecteurs.

Avant tout, je vous invite à lire la section suivante (*Que veulent dire FISC & FISA*) dans laquelle j'explique le jargon associé aux mandats d'espionnage FISA. Ce n'est pas nécessaire, mais ça peut aider vous aider.

Merci et bonne lecture!

WWG1WGA!

Que veulent dire FISC & FISA

Le « [Omnibus Crime Control and Safe Streets Act](#) » de 1968 force l'obligation d'un mandat émit par la cour afin de capturer toute communication écrite, orale ou électronique de suspects lors d'une enquête criminelle. La loi exige aussi que pour l'obtention d'un mandat, il doit y avoir une cause probable qu'une activité criminelle pourrait être, est, ou a été commise.

[FISA](#), acronyme de « [Foreign Intelligence Surveillance Act](#) » ([Loi sur la Surveillance du Renseignement Étranger](#)) et adopté en 1978, établit la « Foreign Intelligence Surveillance Court » (Cour de Surveillance du Renseignement Étranger), FISC, une cour secrète qui autorise ou refuse des mandats de surveillance sur des citoyens non-américains, sauf s'il est présumé qu'un citoyen américain agit en collaboration avec un acteur étranger (un autre pays).

Si un mandat d'espionnage est autorisé par la FISC, l'information ainsi obtenue peut être ajoutée dans la base de données FISA de la National Security Agency (NSA, l'Agence de Sécurité Nationale).

Parmi les [options](#) qui permettent l'espionnage via la FISA, les trois qui nous intéressent ici sont :

- Title I (Titre 1) : espionnage électronique seulement de gens qui sont à l'intérieur des États-Unis;
- Title III (Titre 3) : fouille physique de propriétés & résidences à l'intérieur des États-Unis;
- Title VII (Titre 7) : la surveillance de citoyens non-américains qui se trouvent à l'extérieur des États-Unis, aussi connue sous « Section 702 », par des programmes comme « [Prism](#) ».

Les informations recueillies via l'espionnage & la surveillance sont archivées selon une méthode qui permet de faire une recherche précise ou large. Les arguments de recherche disponibles sont:

- To (À) : les communications reçues par une personne ciblée;
- From (De) : les communications envoyées par une personne ciblée;
- About (À propos) : les données concernant une personne ciblée, pas nécessairement en lien avec 'À' ou 'De', et cette recherche peut produire une quantité très importante d'informations. Aussi référées sous « recherches 702 ».

On parle de « collection incidentelle de données » ou « collection fortuite de données » pour décrire les données personnelles de citoyens (américains ou non) qui se retrouvent dans le filet de la cueillette de données lors de la surveillance d'une cible précise, et qui se retrouvent dans la base de données FISA.

Infographique

Voir page ci-dessous pour un graphique francisé.

Résumé

Bien que les détails restent complexes, la structure qui sous-tend Spygate – soit la création de faux narratifs que le candidat Donald Trump ait conspiré secrètement avec la Russie, et l'espionnage de sa campagne présidentielle – demeure étonnamment simple :

1. Le directeur de la CIA, John Brennan, avec l'aide du Directeur du Renseignement National, James Clapper, a recueilli des renseignements étrangers et les a transmis à l'ensemble de la communauté nationale du renseignement.
2. Le FBI est devenu le gestionnaire de l'intelligence (les renseignements) de Brennan et s'est engagé dans les éléments plus pratiques de la surveillance.
3. Le Département de la Justice a facilité les enquêtes du FBI et les manœuvres juridiques, tout en offrant un bouclier crucial contre la divulgation.
4. Le Département d'État est devenu un mécanisme de diffusion d'information et de fuites.
5. La campagne présidentielle d'Hillary Clinton et le Comité National Démocrate (Democratic National Committee, DNC) ont fourni des fonds, un soutien et une collusion avec les médias.
6. Les responsables de l'administration Obama étaient complices et se sont engagés à démasquer, à recueillir et à diffuser des renseignements.
7. Les médias étaient l'élément le plus corrosif à bien des égards. Aucun de ces événements n'aurait pu se produire sans leur participation volontaire. Des histoires ont été montées de toute pièce & diffusées, des faits ont été ignorés et de faux narratifs ont été promus.

Commençons par une prémisse simple : la candidature de Trump, un véritable 'outsider (un marginal), présentait à la fois une opportunité et une menace.

Au départ, la campagne de Trump n'a pas été perçue avec sérieux, mais elle a été perçue comme une tentative d'opportunisme dans le processus électoral. En même temps, et surtout à mesure que la viabilité de sa candidature augmentait, Trump était considéré comme une menace existentielle pour le système politique établi.

La légitimité soudaine de la candidature de Trump n'a pas été bien accueillie par l'establishment politique américain. Il s'agissait d'un véritable étranger politique qui n'avait pas d'allégeances traditionnelles. Il était insolent et vantard, il ignorait la rectitude politique, on ne pouvait pas l'acheter, et il ne se souciait pas de ce que les autres pensaient de lui - il se faisait confiance.

Les corps dirigeants de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne étaient également inquiets. Le candidat Trump remettait ouvertement en question la politique monétaire, la réglementation et le pouvoir des intérêts particuliers. Il a défié le Congrès. Il a lancé un défi aux Nations Unies et à l'Union européenne. Il a tout remis en question.

Central Intelligence Agency

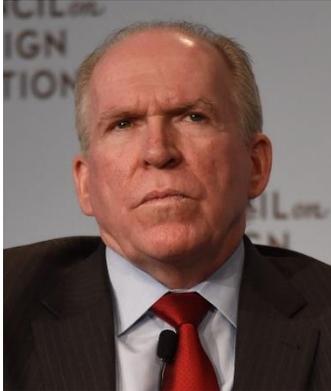


Photo: John Brennan, directeur de la CIA, 13 mars 2015. Brennan a joué un rôle crucial dans la création du narratif de collusion avec la Russie et dans l'espionnage de la campagne Trump. (Don Emmert/AFP/Getty Images)

Brennan est devenu l'homme de la situation dans l'opération pour arrêter une éventuelle présidence de Trump. Il n'est pas encore clair si son rôle a été autoproclamé ou si l'ordre est venu d'en haut. S'engager dans une telle mission sans autorité présidentielle directe semble être à la fois un exercice d'imagination et particulièrement téméraire.

Brennan s'est servi de renseignements étrangers non officiels compilés par des contacts, des collègues et des associés, [principalement du Royaume-Uni](#), mais aussi d'autres membres des [Five Eyes](#), comme l'Australie & le Royaume-Uni.

Des personnes occupant des postes officiels dans les services de renseignement britanniques, comme Robert Hannigan, chef du Government Communications Headquarters ([GCHQ](#), l'équivalent britannique de la National Security Agency, [NSA](#), l'Agence de Sécurité Nationale), se sont associés à d'anciens membres des services de renseignement étrangers britanniques. L'ancien chef du MI6, Sir [Richard Dearlove](#), l'ancien ambassadeur Sir Andrew Wood, et la société de renseignement privée britannique [Hakluyt](#) ont tous joué un rôle.

Au cours de l'été 2016, Hannigan s'est rendu à Washington [pour rencontrer Brennan](#) au sujet des communications présumées entre la campagne Trump et Moscou. Le 23 janvier 2017, trois jours après l'inauguration de Trump, Hannigan [annonçait soudainement sa retraite](#). Le Guardian a [ouvertement spéculé](#) que la démission de Hannigan était directement liée au partage des renseignements britanniques.

L'une des méthodes utilisées pour établir la preuve de collusion était l'utilisation de "pièges à espions". Parmi ces derniers, les plus importants étaient ceux instaurés pour les conseillers de la campagne Trump, George Papadopoulos et Carter Page. L'intention était de fournir ou d'établir des liens entre la campagne Trump et la Russie. Le contenu et le contexte avaient peu d'importance, tant que l'on pouvait établir un lien qui pouvait ensuite être rendu public. La réunion de juin 2016 à la Trump Tower a été une autre tentative de ce genre.

Les services de renseignement occidentaux ont été utilisés pour établir ces liens, en particulier dans les cas de Papadopoulos et de Page.

En fin de compte, Brennan a formé un groupe de travail inter-agences comprenant environ six agences et/ou départements gouvernementaux. Le FBI, le Trésor et le Département de la Justice se sont occupés de l'enquête nationale sur Trump et les liens possibles avec la Russie. La CIA, le Bureau du Directeur du Renseignement National et l'Agence de Sécurité Nationale (NSA) se sont occupés des aspects étrangers (de l'extérieur des États-Unis) et du renseignement.

Il ne faut pas confondre le groupe de travail inter-organismes de Brennan avec l'enquête de contre-espionnage du FBI de juillet 2016, qui a été formée plus tard à la demande de Brennan.

Au cours de cette période, Brennan a également eu recours au [ciblage inversé](#), qui consiste à cibler une personne étrangère dans le but de saisir des renseignements sur un citoyen américain. Cet effort a été découvert et [rendu public](#) par le représentant Devin Nunes (R-Calif.) lors d'une [conférence de presse](#) en mars 2017 :

"J'ai vu des rapports de renseignements qui montrent clairement que le président élu et son équipe ont été surveillés, et ces renseignements diffusés par le biais de rapports de renseignement. Des détails sur les personnes associées à l'administration entrante, des détails ayant peu de valeur apparente en matière de renseignement étranger ont été largement diffusés dans ces rapports de la communauté du renseignement.

"D'après ce que je sais en ce moment, ça ressemble à une collecte fortuite. Nous ne savons pas exactement comment cela a été découvert, mais nous essayons d'aller au fond des choses."

Au fur et à mesure que ces renseignements étrangers - non officiels de par leur nature et en dehors de tout canal traditionnel - étaient recueillis, Brennan les transmettait au FBI. Les transferts répétés de renseignements étrangers du directeur de la CIA ont poussé le FBI vers l'établissement d'une enquête officielle de contre-espionnage. Brennan l'a souligné à maintes reprises lors d'un [témoignage au Congrès le 23 mai 2017](#) :

"Je me suis assuré que tout ce qui impliquait des Américains, y compris les individus impliqués dans la campagne Trump, était partagé avec le FBI."

Brennan a également admis que ses renseignements ont aidé à établir l'enquête du FBI :

"J'étais au courant de renseignements et d'informations sur les contacts entre des responsables russes et des Américains qui m'ont fait craindre que ces personnes coopèrent avec les Russes, ou non, et que ce soit de manière intentionnelle, ou non intentionnelle, et cela a servi de base à l'enquête du FBI pour déterminer si une telle collusion, ou coopération, avait réellement eu lieu.

Cet aveu est important, car aucun [renseignement officiel](#) n'a été utilisé pour ouvrir l'enquête du FBI.

Une fois que le FBI a commencé son enquête de contre-espionnage le 31 juillet 2016, Brennan a changé son focus. Lors d'une série de réunions en août et septembre 2016, Brennan a informé le [Gang des Huit](#) du Congrès sur les renseignements et informations qu'il avait recueillis. Notamment, chaque membre du Gang des Huit a été informé séparément, ce qui remet en question le fait que chacun des membres ait reçu la même information. Les efforts visant à [bloquer](#) la publication des transcriptions de chaque réunion se poursuivent.

La dernière grande partie des efforts de Brennan a consisté en une série de trois rapports et une plus grande participation de James Clapper.

- Le premier rapport, la "[Déclaration conjointe du Département de la sécurité intérieure et du Bureau du Directeur du renseignement national sur la sécurité électorale](#)", a été publié le 7 octobre 2016.
- Le deuxième rapport, "[GRIZZLY STEPPE - Cyberactivités malicieuses russes](#)," a été publié le 29 décembre 2016.
- Le troisième rapport, intitulé "[Évaluation des activités et des intentions de la Russie lors des récentes élections aux États-Unis](#)", également connu sous le nom d'Évaluation de la Communauté du Renseignement (ÉCI), a été publié le 6 janvier 2017.

Ce rapport final a été utilisé pour continuer à faire avancer le narratif de collusion entre Trump et la Russie après l'élection du président Donald Trump. Notamment, l'amiral Mike Rogers de la NSA s'est dissocié publiquement des conclusions de l'ACI, n'accordant qu'un niveau de confiance modéré.

Federal Bureau of Investigation

Bien que le FBI fasse techniquement partie du DOJ (Département de la Justice), il est préférable, aux fins du présent article, que le FBI et le DOJ soient considérés comme des entités distinctes, chacune ayant ses propres liens connexes.

Le FBI lui-même était composé de diverses factions, avec un élément particulièrement actif qui a fini par être connu sous le nom de "groupe de la police d'assurance". Il semble que cette faction était dirigée par le directeur adjoint du FBI Andrew McCabe et comprenait d'autres noms notables tels que l'agent du FBI Peter Strzok, l'avocate du FBI Lisa Page et l'avocat général du FBI James Baker.

Le 31 juillet 2016, le FBI a ouvert une enquête de contre-espionnage sur la collusion présumée de la Russie avec la campagne Trump. Comey a d'abord refusé de dire si le FBI enquêtait sur les liens possibles entre les membres de la campagne Trump et la Russie. Il continuerait de refuser de fournir des réponses jusqu'au 20 mars 2017, date à laquelle il a révélé l'existence de l'enquête du FBI [lors d'un témoignage](#) au Congrès.



Photo: L'ancien directeur du FBI, James Comey, le 8 juin 2017. Comey a ouvert l'enquête de contre-espionnage sur Trump à la demande du directeur de la CIA, John Brennan. (Chip Somodevilla/Getty Images)

Comey a également témoigné qu'il n'a pas avisé le gang des huit avant le début de mars 2017 - moins d'un mois plus tôt. Cet aveu contrastait fortement avec les mesures prises par Brennan, qui avait notifié individuellement les membres de du Gang des Huit en août et septembre 2016. Il est probable que Brennan n'ait jamais informé Comey qu'il avait informé le Gang des Huit en 2016. Comey a fait remarquer que le DOJ "avait été mis au courant" de l'enquête depuis le début.

Suite au licenciement de Comey le 9 mai 2017, l'enquête du FBI a été transférée à l'avocat spécial Robert Mueller. L'enquête Mueller se poursuit.

L'implication formelle du FBI dans le [dossier Steele](#) a commencé le 5 juillet 2016, lorsque Mike Gaeta, agent du FBI et attaché juridique adjoint à l'ambassade des États-Unis à Rome, a été envoyé pour rendre visite à Christopher Steele, ancien espion du MI6 à Londres. Gaeta reviendra de cette réunion avec une copie du premier mémo de Steele. Ce mémo a été remis à Victoria Nuland, du département d'État, qui l'a transmise au FBI.

Gaeta, qui dirigeait également l'unité du crime organisé eurasien du FBI, connaissait Steele depuis au moins 2010, lorsque Steele avait apporté son aide à l'enquête du FBI sur le [scandale de corruption de la FIFA](#).

Avant la réunion de Londres, Gaeta a peut-être aussi rencontré Steele sur une base moins formelle [quelques semaines auparavant](#). "En juin, Steele s'est rendu à Rome pour informer le contact du FBI avec

lequel il avait coopéré au sujet de la FIFA, " a rapporté le Guardian. "Ses informations ont commencé à parvenir au bureau à Washington."

Il est à noter qu'il n'y avait pas de "dossier" jusqu'à ce qu'il soit entièrement compilé en décembre 2016. Il n'y avait qu'une séquence de documents de Steele - des documents qui étaient transmis individuellement - au fur et à mesure qu'ils étaient créés. Par conséquent, du point de vue juridique du FBI, ils n'ont pas utilisé le dossier. Ils ont utilisé des documents individuels.

Pendant un mois et demi, il semblait y avoir peu de contacts entre Steele et le FBI. Cependant, l'intérêt du FBI pour le dossier s'est soudainement accéléré fin août 2016, lorsque le bureau [a demandé](#) à Steele "toutes les informations en sa possession et pour lui d'expliquer comment le matériel avait été recueilli et d'identifier ses sources".

En septembre 2016, Steele est retourné à Rome pour rencontrer à nouveau l'équipe eurasienne du FBI. Il est probable que plusieurs autres représentants du FBI ont également participé à la réunion. Selon un [mémo de la Minorité du Comité sur le Renseignement de la Chambre](#) (House Intelligence Committee), le rapport de Steele est parvenu à l'équipe de contre-espionnage du FBI à la mi-septembre 2016, en même temps que son voyage à Rome en septembre.



Photo: Ancien conseiller bénévole de la campagne Trump, Carter Page, le 2 novembre 2017. Le FBI a obtenu un mandat d'espionnage rétroactif FISA sur Page. (Mark Wilson/Getty Images).

Le regain d'intérêt du FBI s'explique par le fait qu'un conseiller de la campagne Trump - Carter Page - était [en contact](#) avec Stefan Halper, une source de la CIA et du FBI, depuis juillet 2016. Halper s'est arrangé pour rencontrer Page pour la première fois le 11 juillet 2016, lors d'un [symposium à Cambridge](#), trois jours seulement après que Page se soit rendu à Moscou. Madeleine Albright, Vin Webber et Sir Richard Dearlove, l'ancien chef du MI6, ont pris la parole lors du symposium.

Page était maintenant la cible choisie par le FBI pour un mandat FISA qui serait obtenu le 21 octobre 2016. Le dossier Steele serait la principale preuve utilisée pour obtenir le mandat FISA, qui sera renouvelé trois fois, y compris après l'entrée en fonction de Trump, et qui expirera finalement en septembre 2017.

Après avoir été en contact avec Page pendant 14 mois, Halper a cessé tout contact exactement au moment où le mandat FISA final (le 4^{ème}) sur Page expirait. Page, qui a toujours maintenu son innocence, n'a jamais été accusé d'un crime par le FBI. Les efforts de déclassification de l'application FISA se poursuivent actuellement par l'entremise du Bureau de l'inspecteur général du DOJ.

Peter Strzok et Lisa Page



Photo: Le 12 juillet 2018, Peter Strzok, alors sous-directeur adjoint du FBI. Strzok a supervisé à la fois l'enquête du FBI sur l'utilisation par Hillary Clinton d'un serveur de courriel privé et l'enquête de contre-espionnage sur la campagne de Donald Trump. (Samira Bouaou/The Epoch Times).

Peter Strzok et Lisa Page étaient deux membres éminents du groupe de la "police d'assurance" du FBI. Strzok, un agent principal du FBI, était sous-directeur adjoint de la Division du contre-espionnage du FBI. Lisa Page, avocate du FBI, a agi à titre de conseillère spéciale du directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe.

Strzok était chargé de l'enquête sur l'utilisation par Hillary Clinton d'un serveur de courriel privé pour les affaires gouvernementales. Il a aidé le directeur du FBI, James Comey, à rédiger la déclaration la disculpant, et a été personnellement responsable de la modification du libellé précis de cette déclaration qui a réduit la responsabilité juridique d'Hillary Clinton. Plus précisément, Strzok a remplacé les mots "négligence grave", qui pourrait être une infraction criminelle, par "extrêmement négligente".

Strzok a également dirigé personnellement l'enquête de contre-espionnage du FBI sur la collusion présumée entre Trump et la Russie et a signé les documents qui ont ouvert l'enquête le 31 juillet 2016. C'est l'un des agents du FBI qui a interrogé le conseiller de Trump pour la sécurité nationale, le général Michael Flynn. Strzok a rencontré à plusieurs reprises Bruce Ohr, haut fonctionnaire du DOJ, et a reçu des renseignements de Christopher Steele à ces réunions.

Après le renvoi du directeur du FBI James Comey, Strzok se joindra à l'équipe de Robert Mueller, avocat spécial. Deux mois plus tard, il est retiré de cette équipe après que l'inspecteur général du DOJ eut découvert une longue série de textos entre Strzok et Page contenant des messages politiquement chargés. Strzok sera renvoyé du FBI en août 2018.

Strzok et Page se sont tous deux engagés dans des [fuites stratégiques](#) aux médias. Page l'a fait sous la direction de McCabe, qui l'a [directement autorisée](#) à partager des informations avec Devlin Barrett, journaliste au Wall Street Journal. Cette information a été utilisée dans un article du 30 octobre 2016 intitulé "[FBI in Internal Feud Over Hillary Clinton Probe](#)." Page s'est ouverte à Barrett en pensant qu'on lui avait accordé l'autorisation légale et officielle de le faire.

McCabe a d'abord [nié avoir accordé](#) une telle autorisation, lorsque questionné par le Bureau de l'inspecteur général. Page, confronté aux dénégations de McCabe, a produit des textos réfutant sa déclaration. Ce sont ces textos qui ont amené l'inspecteur général à découvrir les textos entre Strzok et Page.

Les deux se sont échangé des milliers de textos sur une période de deux ans, dont certains parlent d'activités de surveillance. Les textos envoyés entre le 21 août 2015 et le 25 juin 2017 ont été rendus publics. La série se termine par un texto final de Page qui dit à Strzok : "Ne m'envoie plus jamais de textos."

Le 8 août 2016, Strzok a écrit qu'ils empêcheraient le candidat Trump de devenir président :

Page : " Trump ne deviendra jamais président, n'est-ce pas ? Pas vrai ?!"

Strzok : "Non. Non, il ne le sera pas. On va l'arrêter."

Le 15 août 2016, Strzok a envoyé un texto faisant référence à une "police d'assurance" :

*"Je veux croire à l'idée que tu as rejetée dans le bureau d'Andy - qu'il n'y a aucun moyen que [Trump] soit élu - mais je crains que nous ne puissions prendre ce risque.
... C'est comme une police d'assurance dans le cas peu probable où vous mourriez avant d'avoir 40 ans."*

La "police d'assurance" semble avoir été l'effort de légitimer le narratif de collusion entre Trump et la Russie pour qu'une enquête du FBI, menée par McCabe, puisse se poursuivre sans entrave.

Department of Justice

Le Département de la Justice (DOJ), qui comprend [60 agences](#), a été transformé pendant les années Obama. La loi fédérale lui interdit d'embaucher des employés en fonction de leur affiliation politique.

Cependant, une [série d'articles publiés](#) par PJ Media pendant le mandat d'Eric Holder en tant que procureur général a révélé un schéma troublant de conformité idéologique parmi les nouveaux employés du DOJ : seuls des avocats de la gauche progressiste ont été engagés. Pas un seul avocat modéré ou conservateur a été choisi. C'est important, car le DOJ jouit d'une grande latitude pour déterminer qui fera l'objet de poursuites.

Dans l'affaire Spycgate, le travail du DOJ consistait à faciliter l'aspect juridique de la surveillance tout en offrant une couche de protection à toutes les personnes concernées. Le département est devenu un dépôt d'information et a servi de mur de protection entre les efforts d'enquête du FBI et du pouvoir législatif. Il a également servi de pare-feu au sein de l'exécutif, servant de barrière isolante entre le FBI et les responsables d'Obama. Le département était devenu légendaire pour ses tactiques d'obstruction au Congrès.



Photo: Bruce Ohr, fonctionnaire du DOJ, le 28 août 2018. Ohr a transmis les informations de Christopher Steele au FBI. (Samira Bouaou/The Epoch Times)

Le DOJ, qui était pleinement conscient des mesures prises par James Comey et le FBI, est également devenu un élément actif agissant contre les membres de la campagne Trump. La sous-procureure générale Sally Yates et la chef de la Division de la Sécurité Nationale du DOJ Mary McCord ont [participé activement](#) aux efforts visant à démettre le général Michael Flynn de ses fonctions de conseiller à la sécurité nationale du président Trump.

À ce jour, on ne sait toujours pas quelle personne a été responsable de l'appel public que Flynn a fait à l'ambassadeur de Russie. Flynn a finalement plaidé coupable à un crime de procédure : mentir au FBI. Des [questions ont été soulevées](#) au Congrès au sujet de la modification possible des FD-302, qui sont les notes écrites qui furent produites lors des entrevues de Flynn au FBI. L'avocat spécial Robert Mueller a reporté à plusieurs reprises l'audience de détermination de la peine du général Flynn.

David Laufman, sous-procureur général adjoint chargé du contre-espionnage à la Division de la Sécurité Nationale du DOJ, a joué un rôle clé dans les enquêtes du serveur de courriel Clinton et du piratage supposé de la Russie. Laufman est était l'avocat de Monica McLean, l'amie de longue date de Christine Blasey Ford, qui a récemment accusé le juge Brett Kavanaugh de l'avoir agressée sexuellement pendant ses études secondaires. McLean a également [travaillé](#) pour le FBI pendant 24 ans.

Bruce Ohr était un fonctionnaire important du DOJ qui a joué un rôle clé dans Spycgate. Ohr a occupé deux postes importants au DOJ : sous-procureur général adjoint associé et directeur du Groupe de travail sur la lutte contre le crime organisé et la drogue. En tant que sous-procureur général adjoint, Ohr n'était qu'à quatre bureaux de la sous-procureure générale de l'époque, Sally Yates, et il relevait directement d'elle. En tant que directeur du groupe de travail, il était responsable d'un programme décrit comme "la pièce maîtresse de la stratégie antidrogue du procureur général".

Ohr, l'un des plus hauts fonctionnaires du DOJ, communiquait régulièrement avec Steele, qu'il connaissait depuis au moins 2006, jusqu'à la mi-2017. Il est également marié à Nellie Ohr, une experte de la Russie et de l'Eurasie qui a commencé à travailler pour Fusion GPS vers la fin 2015. Nellie Ohr a probablement joué un rôle important dans la construction du dossier Steele.

Selon le témoignage de l'agent du FBI Peter Strzok, Ohr et lui se sont rencontrés au moins cinq fois en 2016 et 2017. Strzok travaillait directement avec Andrew McCabe, alors directeur adjoint du FBI.

De plus, Ohr a rencontré le FBI au moins 12 fois entre la fin novembre 2016 et mai 2017 pour une série d'entrevues. Ces réunions auraient pu être utilisées pour transmettre les informations de Steele au FBI. Cela s'est produit après que le FBI ait officiellement rompu le contact avec Steele à la fin octobre ou au début novembre 2016.

John Carlin est une autre personnalité notable du DOJ. Carlin a été procureur général adjoint et chef de la Division de la Sécurité Nationale du DOJ jusqu'en octobre 2016. Son rôle sera discuté plus loin dans la section sur les abus FISA.

La bataille entre Rosenstein et McCabe

Le directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe, a joué un rôle central dans ce qu'on a appelé "Spygate". Il a dirigé les activités de Peter Strzok et de Lisa Page et a participé à tous les aspects de l'enquête russe. Il a également été mentionné dans le fameux texto sur la "police d'assurance".

McCabe était une composante majeure de la police d'assurance.

Le 26 avril 2017, Rosenstein a été nommé sous-procureur général adjoint. Il a été placé dans une situation quelque peu chaotique, car le procureur général Jeff Sessions s'était récusé de l'enquête en cours sur la Russie un peu moins de deux mois auparavant, le 2 mars 2017. Cela signifiait en fait que personne au sein de l'administration Trump n'avait de contrôle sur l'enquête en cours menée par le FBI et le DOJ.

De plus, le leadership de James Comey, alors directeur du FBI, faisait l'objet d'une attention accrue en raison des mesures prises avant et après l'élection, en particulier sa gestion de l'enquête sur les courriels d'Hillary Clinton.

Le 9 mai 2017, Rosenstein a écrit un mémo recommandant que Comey soit congédié. Le sujet était "[Restaurer la confiance du public dans le FBI](#)". Comey a été renvoyé le même jour.

À ce moment, McCabe était le directeur intérimaire du FBI et était considéré pour une position permanente immédiate.

Le même jour où Comey a été congédié, McCabe mentira lors d'une entrevue avec des agents de la Division de l'inspection (INSD) du FBI au sujet de fuites apparentes utilisées dans un article du Wall Street Journal du 30 octobre 2016 intitulé "[FBI in Internal Feud Over Hillary Clinton Probe](#)" de Devlin Barrett. Cette information sera divulguée plus tard dans le rapport de l'inspecteur général intitulé "[Rapport d'enquête sur certaines allégations concernant l'ancien directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe](#)".

À l'époque, personne, y compris les agents de l'INSD, ne savait que McCabe avait menti, et les aspects les plus sombres du rôle de McCabe dans Spygate n'étaient pas entièrement connus.

Fin avril ou début mai 2016, McCabe a ouvert une enquête pénale fédérale sur Sessions, concernant un manque potentiel de franchise devant le Congrès en ce qui concerne ses contacts avec les Russes. Sessions n'était pas au courant de l'enquête.

Jeff Sessions sera par la suite innocenté de tout acte répréhensible par l'avocat spécial Robert Mueller.

Le matin du 16 mai 2017, Rosenstein aurait suggéré à McCabe d'enregistrer secrètement le président Trump. Cette remarque a été rapportée dans un article du New York Times et tirée du mémo de McCabe, déjà renvoyé à cette époque, ainsi que du témoignage de l'ancien avocat général du FBI James Baker, qui a relaté une conversation qu'il a eue avec McCabe au sujet de l'incident. Rosenstein a publié une déclaration niant les accusations.

Les commentaires présumés de Rosenstein ont eu lieu lors d'une réunion où McCabe "exhortait le département de la Justice à ouvrir une enquête sur le président".

Un participant non-nommé de la réunion, dans des commentaires au Washington Post, a recadré la conversation quelque peu différemment, notant que Rosenstein aurait répondu sarcastiquement à McCabe en disant : "Qu'est-ce que tu veux faire, Andy, enregistrer le président?"

Plus tard, le même jour que Rosenstein a eu ses réunions avec McCabe, le président Trump a rencontré Robert Mueller, apparemment pour une entrevue pour le poste de directeur du FBI.

Le 17 mai 2017, le lendemain de la rencontre du président Trump avec Mueller et le lendemain des rencontres de Rosenstein avec McCabe, Rosenstein nommera Mueller conseiller spécial.

La nomination de Mueller le 17 mai a eu pour effet de transférer le contrôle des enquêtes sur la Russie du FBI & sur McCabe à Mueller. Rosenstein conserverait l'autorité ultime de l'enquête et toute expansion de celle-ci nécessiterait l'autorisation de Rosenstein.

Il est intéressant de noter que sans les fuites des mémos de Comey, un avocat spécial n'aurait peut-être pas été nommé, et le FBI, et peut-être même McCabe, aurait été chargé de l'enquête sur la Russie. McCabe n'allait pas devenir directeur du FBI, mais il a été considéré. Quoi qu'il en soit, sans la fuite de Comey, McCabe aurait été directement impliqué et le FBI aurait conservé le contrôle.

Le 28 juillet 2017, McCabe a menti à l'inspecteur général Michael Horowitz alors qu'il était sous serment concernant l'autorisation de la fuite au Wall Street Journal. À ce moment, Horowitz savait que McCabe mentait, mais il n'était pas encore au courant de l'entrevue du 9 mai de l'INSD avec McCabe.

Le 2 août 2017, Rosenstein a secrètement publié à Mueller un mémo révisé sur "[la portée de l'enquête et la définition de l'autorité](#)", qui reste largement expurgée. L'objet de ce mémo demeure inconnu. Le même jour, Christopher Wray a été nommé nouveau directeur du FBI.

Deux jours plus tard, le 4 août 2017, Sessions annonce que le FBI mets sur pieds une nouvelle unité d'enquête sur les fuites. Rosenstein et Wray sont chargés de superviser toutes ces enquêtes.

Ce mémo du 2 août de Rosenstein à Mueller a peut-être été spécialement conçu pour éliminer toute influence résiduelle du FBI - en particulier celle de McCabe - de l'enquête sur la Russie. La nomination de Wray au poste de directeur du FBI a contribué à cimenter cette idée. McCabe a finalement été complètement neutralisé.

Le 16 mars 2018, McCabe a été congédié pour avoir menti sous serment au moins trois fois et fait actuellement l'objet d'une [enquête du grand jury](#).

Département d'État



Photo: Victoria Nuland, fonctionnaire du département d'État, le 4 novembre 2015. Nuland a transmis certaines parties du dossier Steele au FBI. (Mark Wilson/Getty Images)

Le département d'État, avec ses nombreux contacts au sein des gouvernements étrangers, est devenu un canal pour la circulation de l'information. Le transfert du premier mémo de Christopher Steele a été personnellement [facilité](#) par Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes et eurasiennes. Nuland a donné l'autorisation à l'agent du FBI Michael Gaeta de se rendre à Londres pour obtenir le mémo de Steele. Le mémo est peut-être passé directement d'elle à la direction du FBI. Le secrétaire d'État John Kerry en a également reçu une copie.

Christopher Steele était déjà bien connu au département d'État. Après avoir participé à l'enquête sur le scandale de la FIFA, il a commencé à fournir des rapports de manière informelle au département d'État. Les rapports ont été rédigés pour un "client privé" mais ont été "largement diffusés au sein du département d'État américain et envoyés au secrétaire d'État John Kerry et à la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland, qui était chargée de la [réponse américaine à l'annexion de la Crimée par Poutine](#) et à l'invasion clandestine de l'Ukraine orientale", rapporte le Guardian.

En juillet 2016, lorsque le FBI a voulu envoyer Gaeta visiter Steele à Londres, le bureau a demandé l'[autorisation](#) du bureau de Nuland, qui a fourni cette version des événements lors d'une [apparition](#) le 4 février 2018, à l'émission "Face the Nation" de CBS :

"À la mi-juillet, pendant que [Steele] faisait cet autre travail et devenait inquiet, il a passé deux à quatre pages de brefs points de ce qu'il trouvait et notre réaction immédiate à cela a été que ce n'est pas de notre ressort. Il faut s'adresser au FBI si l'on craint qu'un candidat ou l'élection dans son ensemble ne soit influencé par la Fédération de Russie. C'est au FBI d'enquêter là-dessus."

Steele a également [rencontré](#) Jonathan Winer, ancien sous-secrétaire d'État adjoint à l'application des lois internationales et ancien envoyé spécial pour la Libye. Steele et Winer se connaissaient depuis au moins 2010. Dans un [article d'opinion](#) paru dans le Washington Post, Winer écrit ce qui suit :

"En septembre 2016, Steele et moi nous sommes rencontrés à Washington et avons discuté de l'information maintenant connue sous le nom de "dossier". Les sources de Steele suggèrent que le Kremlin était non seulement à l'origine du piratage du Comité National Démocrate et de la campagne d'Hillary Clinton, mais qu'il avait également compromis Trump et développé des liens avec ses associés et sa campagne".

Dans une étrange tournure d'événements, Winer a également reçu un [dossier distinct](#), très similaire à celui de Steele, de Sidney Blumenthal, confident de longue date d'Hillary Clinton. Ce "deuxième dossier" avait été compilé par un autre collaborateur de longue date d'Hillary, l'ancien journaliste Cody Shearer, et faisait écho aux affirmations faites dans le dossier Steele. Winer a ensuite rencontré Steele à la fin de septembre 2016 et lui a remis une copie du "deuxième dossier". Steele a ensuite [partagé](#) ce deuxième dossier avec le FBI, qui l'a peut-être utilisé pour corroborer son dossier.



Photo: Jonathan Winer, fonctionnaire du département d'État. Winer a transmis des mémos de Christopher Steele à Victoria Nuland. (Département d'État)

D'autres fonctionnaires étrangers ont également utilisé des voies d'accès au département d'État. Alexander Downer, haut-commissaire de l'Australie au Royaume-Uni, aurait coulé sa conversation avec George Papadopoulos, alors conseiller de la campagne Trump, laquelle a ensuite servi de prétexte pour ouvrir l'enquête de contre-espionnage du FBI, directement à l'ambassade des États-Unis à Londres.

Comme l'écrit Kimberley Strassel dans un article du Wall Street Journal le du 31 mai 2018 :

"Les détails de l'affaire Downer sont parvenus à Elizabeth Dibble, alors chargée d'affaires de l'ambassade, qui était auparavant sous-secrétaire adjointe principale au département d'État de Mme Clinton,..."

Si c'est vrai, cela signifierait que ni les services de renseignements australiens ni le gouvernement australien n'ont alerté le FBI sur les informations de Papadopoulos. On ne sait toujours pas ce qui s'est passé avec les détails de l'affaire Downer, ni à qui ils ont finalement été transmis.

Curieusement, des détails étonnamment semblables à la conversation Papadopoulos-Downer apparaissent dans le premier mémo écrit par Steele le 20 juin 2016 :

"Un dossier d'informations compromettantes sur Hillary Clinton a été rassemblé par les services de renseignements russes pendant de nombreuses années et comprend principalement des conversations qu'elle a eues lors de diverses visites en Russie et des appels téléphoniques interceptés. ... Il n'a pas encore été distribué à l'étranger, y compris à Trump."

La campagne Clinton et le DNC

La campagne Clinton et le Comité National Démocrate (DNC) occupaient tous deux une position unique. Ils avaient le plus à gagner, mais aussi le plus à perdre. Et ils étaient prêts à faire tout ce qui était nécessaire pour gagner. Le directeur de campagne d'Hillary Clinton, Robby Mook, a le crédit d'avoir été le premier à soulever le spectre de la collusion présumée du candidat Donald Trump avec la Russie.

Toute la campagne Clinton a délibérément promu le récit de la collusion entre la Russie et Trump malgré le fait inconfortable que c'était eux qui ont engagé les services de Fusion GPS et Christopher Steele à travers leur cabinet d'avocats Perkins Coie. L'information issue de la campagne - parfois par l'intermédiaire de Perkins Coie, d'autres fois par l'intermédiaire d'affiliés - s'est finalement retrouvée dans les médias et parfois au FBI. Les informations de la campagne Clinton ont peut-être aussi abouti dans le dossier Steele.



Photo: Jennifer Palmieri, directrice des communications pour la course présidentielle d'Hillary Clinton, le 28 octobre 2016. Palmieri a aidé à promouvoir le récit de la collusion entre la Russie et la Russie. (Justin Sullivan/Getty Images)

Jennifer Palmieri, directrice des communications de la campagne Clinton, en tandem avec Jake Sullivan, conseiller politique sénior de la campagne, [a pris l'initiative](#) d'informer la presse de la collusion entre Trump et la Russie.

Un autre exemple de ce comportement est quand l'avocat de Perkins Coie Michael Sussmann a [divulgué](#) des informations de Steele et Fusion GPS à Franklin Foer du magazine Slate. Cet événement est décrit dans le rapport final de la Commission du renseignement de la Chambre sur les [mesures actives russes](#), à la note 43, page 57. Foer a ensuite publié l'article "[Was a Trump Server Communicating With Russia?](#)" le 31 octobre 2016. L'article concerne des allégations concernant un serveur de la Tour Trump.

L'article de Slate a réussi à attirer l'attention immédiate d'Hillary Clinton, qui a posté un [tweet](#) le jour même où l'article a été publié :

"Les informaticiens ont apparemment découvert un serveur secret reliant l'Organisation Trump à une banque russe."

Une [déclaration](#) de Sullivan était jointe à son tweet :

"Cela pourrait être le lien le plus direct entre Donald Trump et Moscou. Les informaticiens ont apparemment découvert un serveur secret reliant l'organisation Trump à une banque russe."

"Cette ligne directe secrète pourrait être la clé pour percer le mystère des liens de Trump avec la Russie. Il semble certainement que l'Organisation Trump ait senti qu'elle avait quelque chose à cacher, étant donné qu'elle a apparemment pris des mesures pour dissimuler le lien lorsqu'il a été découvert par des journalistes."

Ces déclarations, qui se sont révélées inexactes par la suite, sont d'autant plus troublantes parce que, rétrospectivement, c'est un avocat sénior d'Hillary Clinton et du DNC qui a contribué à l'histoire. Et vu la déclaration préparée par Sullivan, la campagne de Clinton le savait.

Ce type de comportement se traduira par des fuites répétées et accablantes qui déboucheront sur des articles dans les médias, suivies par des attaques de la campagne d'Hillary Clinton.

Alexandra Chalupa, une agente ukraino-américaine, était consultante pour le Comité National Démocratique (DNC). Elle a [rencontré de hauts responsables](#) de l'ambassade d'Ukraine à Washington afin d'exposer les liens entre Trump, Paul Manafort & la Russie. Chalupa a commencé à [enquêter](#) sur Manafort en 2014. Fin 2015, elle a élargi sa recherche d'opposition sur Manafort pour y inclure les liens de Trump avec la Russie. En janvier 2016, elle a partagé ses informations avec un haut fonctionnaire du DNC.

Les réunions de Chalupa avec le DNC et les responsables ukrainiens se poursuivront. Le 26 avril 2016, le journaliste d'investigation Michael Isikoff a [publié](#) dans Yahoo News un article sur les relations commerciales de Manafort avec l'oligarque russe Oleg Deripaska. Il a été appris plus tard par un courriel du DNC divulgué par [Wikileaks](#) que Chalupa travaillait avec Isikoff - le même journaliste à qui Christopher Steele [a coulé](#) ses informations en septembre 2016. Manafort sera par la suite inculpé pour des violations de la Loi sur l'Enregistrement des Agents Étrangers qui se sont produites sous le gouvernement Obama.

Perkins Coie

Le cabinet d'avocats international Perkins Coie a servi de bras juridique à la fois pour la campagne Clinton et pour le DNC. Les liens avec Perkins Coie se sont étendus au-delà du DNC, jusqu'à la Maison-Blanche d'Obama.

Bob Bauer, associé du cabinet d'avocats et fondateur de sa pratique du droit politique, a été [conseiller juridique](#) du président Barack Obama à la Maison-Blanche en 2010 et 2011. Il a également été [conseiller juridique](#) général de l'organisation de la campagne électorale d'Obama, Obama for America, en 2008 et 2012.



Photo: Michael Sussmann, associé de Perkins Coie. Sussmann a transmis des informations à l'avocat en chef du FBI James Baker et à plusieurs journalistes. (Courtoisie Perkins Coie)

Les associés de Perkins Coie, Marc Elias et Michael Sussmann, ont chacun joué un rôle essentiel et ont engagé Fusion GPS et Steele. Sussmann s'est [occupé personnellement](#) du dossier de piratage présumé du serveur du DNC. Il a également transmis de l'information, probablement de Steele & Fusion GPS, à James Baker, alors avocat en chef au FBI, et à plusieurs membres de la presse.

Selon une [lettre](#) datée du 24 octobre 2017, écrite par Matthew Gehringer, avocat général chez Perkins Coie, le fondateur de Fusion GPS Glenn Simpson a communiqué avec le cabinet d'avocats au début de mars 2016 au sujet de la possibilité d'embaucher Fusion GPS afin de poursuivre les recherches d'opposition sur la campagne Trump. Les ouvertures de Simpson ont été couronnées de succès, et en avril 2016, Perkins Coie a [embauché](#) Fusion GPS au nom du DNC.

En avril ou mai 2016, Fusion GPS a embauché Christopher Steele. Au cours de la même période, la firme aurait également [embauché](#) Nellie Ohr, l'épouse du sous-procureur général adjoint Bruce Ohr. Steele écrira son premier mémo le 20 juin 2016 et l'enverra à Fusion GPS dans un courriel encrypté.

Perkins Coie semble également avoir agi comme intermédiaire entre le DNC et le FBI. Des [documents](#) suggèrent que Sussmann donnait des informations à l'avocat général du FBI James Baker et à au moins un journaliste avant que le FBI ne demande un mandat FISA pour la campagne Trump.

Les informations fournies par Sussmann ont pu être utilisées par le FBI comme "informations corroborantes".

L'administration Obama

L'administration Obama a assuré simultanément un niveau de protection et de facilitation pour l'ensemble de l'effort. Un exemple en est fourni par la [section 2.3 du décret 12333](#), également connu sous le nom de « [décret de partage des données](#) » d'Obama. Grâce à cet ordre, les agences et les individus ont pu demander à la NSA l'accès à une surveillance spécifique, simplement en prétendant que les interceptions contenaient des informations pertinentes qui seraient utiles à une mission particulière.

On s'attendait à ce que la section 2.3 soit finalisée au début ou au milieu de l'année 2016. Au lieu de cela, le Directeur du Renseignement National, James Clapper, n'a signé la section 2.3 que le 15 décembre 2016. L'ordonnance a été finalisée lorsque la procureure générale Loretta Lynch l'a signée le 3 janvier 2017.

Ce retard pourrait s'expliquer par le fait que si le décret exécutif a facilité l'échange de renseignements entre les organismes, il a également limité l'accès de certains types d'informations à la Maison-Blanche.



Photo: Secrétaire adjoint adjoint à la Défense pour la Russie/Ukraine/Eurasie Evelyn Farkas le 6 mai 2014. (Alex Wong/Getty Images)

Evelyn Farkas en a donné un exemple lors d'une [interview accordée](#) le 2 mars 2017 à MSNBC, où elle a expliqué comment l'administration Obama avait recueilli et diffusé des renseignements sur l'équipe Trump :

"J'exhortais mes anciens collègues et, franchement, les gens sur la Colline... Obtenez autant d'information que vous le pouvez. Obtenez autant d'informations que possible avant que le président Obama ne quitte l'administration."

"Les gens autour de Trump, s'ils découvraient comment nous savions ce que nous savions sur les relations du personnel de Trump avec les Russes, [ils] essaieraient de compromettre ces sources et méthodes, ce qui signifie que nous n'aurions plus accès à ces renseignements. ... C'est pour ça qu'il y a une fuite."

Bon nombre des efforts du gouvernement Obama semblent avoir été de nature structurelle, comme l'établissement de nouvelles procédures ou la création d'obstacles à la surveillance qui ont permis à la plupart des abus de surveillance de se produire.

L'inspecteur général du département de la Justice, Michael Horowitz, a été nommé par le président Obama en 2011. Dès le début, il a trouvé ses fonctions étranglées par le bureau du procureur général. D'après le [témoignage](#) d'Horowitz au Congrès:

"Nous avons accès à l'information jusqu'en 2010 dans toutes ces catégories. Aucune loi n'a été modifiée en 2010. Aucune politique n'a changé. ... Il s'agissait simplement d'une décision prise par le Bureau de l'avocat général en 2010 qu'ils voyaient, maintenant, la loi différemment. Et par conséquent, ils n'allaient pas nous donner cette information."

Ces nouvelles restrictions ont été [mises en place](#) par le procureur général Eric Holder et le sous-procureur général James Cole.

Le 5 août 2014, Horowitz et d'autres inspecteurs généraux ont envoyé une [lettre au Congrès](#) demandant un accès sans entrave à tous les dossiers. La sous-procureure générale Sally Yates a répondu le 20 juillet 2015 par un [mémoire de 58 pages](#). Elle refusait expressément à l'inspecteur général tout accès aux informations recueillies en vertu du Titre III, y compris les communications interceptées et les lettres de sécurité nationale. Il ne pouvait donc plus accomplir pleinement son travail.

Le New York Times a récemment [révélé](#) que des lettres de sécurité nationale ont été utilisées dans la surveillance de la campagne Trump.

À d'autres moments, les efforts de l'administration Obama ont été plus directs. L'évaluation de la collectivité du renseignement [a été publiée](#) à l'interne le 5 janvier 2017. Le même jour, Obama a tenu une réunion à huis clos à la Maison-Blanche pour discuter du dossier avec Susan Rice, conseillère à la sécurité nationale, James Comey, directeur du FBI, et Sally Yates, sous-procureure générale. Rice s'enverra plus tard un courriel pour [documenter](#) cette réunion.

Le lendemain, Brennan, Clapper et Comey ont attaché un résumé écrit du dossier Steele à leur document secret. Comey a ensuite rencontré le président élu Donald Trump pour l'informer du dossier. Cette rencontre a eu lieu quelques heures à peine après que Comey, Brennan et Clapper eurent officiellement informé Obama de leur Évaluation de la Communauté du Renseignement et du dossier Steele.

Comey se contentera d'informer Trump des détails "salaces" contenus dans le dossier. Il a ensuite [expliqué pourquoi](#) sur CNN dans une interview d'avril 2018 :

"Parce que c'est la partie dont les dirigeants de la communauté du renseignement ont convenu qu'il devait être informé."

Peu de temps après la rencontre de Comey avec Trump, la réunion Trump-Comey et l'existence du dossier ont été divulguées à CNN. La gravité de la réunion était importante, comme Comey l'a souligné dans un [mémo du 7 janvier](#) qu'il a écrit :

"Des médias comme CNN les avaient et cherchaient une nouvelle approche. J'ai dit qu'il était important de ne pas leur donner l'excuse d'écrire que le FBI a le matériel."



Photo: Directeur du renseignement national James Clapper le 17 novembre 2016. Clapper a divulgué des informations à CNN, après quoi il ait publiquement condamné les fuites. (Alex Wong/Getty Images)

Les médias avaient largement rejeté le dossier comme non étant fondé et, par conséquent, il ne pouvait être présenté dans les médias. Ce n'est qu'après avoir appris que Comey a informé Trump que CNN a parlé du dossier. Il a été révélé plus tard que le Directeur du Renseignement National (DNI), James Clapper, a personnellement divulgué à CNN la rencontre de Comey avec Trump.

L'administration Obama a également participé directement à une série de démasquages de renseignements, le processus par lequel l'identité d'un citoyen américain est révélée par la surveillance recueillie. L'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, Samantha Power, aurait participé à des centaines de demandes de démasquage. Rice a admis avoir fait la même chose.

Le gouvernement Obama s'est engagé dans l'effort finalement couronné de succès d'évincer le nouveau conseiller de Trump pour la sécurité nationale, le général Michael Flynn. Sally Yates et Mary McCord, alors cheffe de la Division de la Sécurité Nationale du DOJ, ont dirigé cet effort.

Ordre exécutif 13762

Le président Barack Obama a publié un décret de dernière minute le 13 janvier 2017, qui a modifié la ligne de succession au sein du DOJ. L'action n'a pas été faite en consultation avec l'administration entrante de Trump.

Le 30 janvier 2017, la procureure générale par intérim Sally Yates a été congédiée par un président Trump nouvellement inauguré après avoir refusé de respecter l'ordre exécutif du président limitant les déplacements en provenance de certains pays sujets à la terreur. Yates devait initialement occuper son poste jusqu'à ce que Jeff Sessions soit nommé procureur général.

Le décret présidentiel d'Obama a placé le procureur du district de Columbia en deuxième position derrière les hauts responsables du département. L'avocat de l'époque était Channing Phillips.

Phillips a été embauché pour la première fois par l'ancien procureur général Eric Holder en 1994 pour un poste au bureau du procureur américain de Washington. Phillips, qui avait été conseiller sénior de Holder, est demeuré en poste après avoir été remplacé par la procureure générale Loretta Lynch.

Il semble que l'administration Obama espérait que l'enquête sur la Russie aille par défaut à Channing dans l'éventualité où Sessions serait contraint de se récuser de celle-ci. Sessions, dont les audiences de confirmation ont commencé trois jours avant l'ordonnance, faisaient déjà l'objet d'un examen minutieux.

La mise en œuvre de l'ordre pourrait également être liée aux efforts de Yates pour destituer le général Michael Flynn suite à son appel avec l'ambassadeur russe.

Trump n'a pas tenu compte de l'ordonnance de succession signée par Obama, chose dont il est légalement autorisé à faire, et a plutôt nommé Dana Boente, le procureur général par intérim du district-est de la Virginie, le 30 janvier 2017, le jour même où Yates a été renvoyée.

Trump a publié un nouveau décret le 9 février 2017, le jour même de la prestation de serment de Jeff Sessions, renversant ainsi l'ordre antérieur d'Obama.

Le 10 mars 2017, Trump congédie 46 avocats américains de l'ère Obama, dont Preet Bharara, le procureur américain de Manhattan. Ces congédiements semblent avoir été inattendus.

Les Médias

À certains égards, les médias ont joué le plus malhonnête des rôles. Des domaines d'enquête qui se seraient avérés historiquement irrésistibles pour les journalistes ont été complètement ignorés. Les faux récits ont été trop volontiers promus & les faits entièrement ignorés. Fusion GPS a personnellement effectué une [série de paiements](#) à plusieurs journalistes [non encore nommés](#).

La grande majorité des médias de masse ont représenté les positions du DNC et de la campagne Clinton.

Christopher Steele a rencontré des membres de certains médias avec une fréquence relative. En [septembre 2016](#), il a rencontré un bon nombre de journalistes américains "provenant du New York Times, du Washington Post, de Yahoo ! News, du New Yorker et CNN", selon le journal The Guardian. C'est durant cette période que Steele a rencontré Michael Isikoff de Yahoo News.

À la [mi-octobre 2016](#), Steele est retourné à New York et a rencontré de nouveau les journalistes. Vers la fin du mois d'octobre, il s'est entretenu via Skype avec David Corn, journaliste pour Mother Jones.

Les fuites, y compris les fuites criminelles d'informations classifiées, ont été généralisées. Le mandat FISA de Carter Page - probablement la version originale non expurgée - est en possession du Washington Post & du New York Times depuis mars 2017. Traditionnellement, la communauté du renseignement coule ses informations au Washington Post tandis que le DOJ les coule à des sources du New York Times. C'était une tendance historique qui s'est maintenue jusqu'à l'élection de 2016. Mais les fuites sont devenues si répandues que même cette tradition a été brisée.



Photo: La journaliste Ali Watkins a probablement reçu de James Wolfe la demande non expurgée du mandat FISA sur Carter Page.

Le 3 avril 2017, la journaliste Ali Watkins de BuzzFeed écrit "[Un ancien conseiller de Trump a rencontré un espion russe](#)." Dans l'article, elle identifiait "Male-1", mentionné dans les [documents judiciaires](#) relatifs à l'affaire de l'espion russe Evgeny Buryakov, comme le conseiller de campagne de Trump, Carter Page, qui avait préalablement aidé le FBI en tant que source dans cette affaire. Un peu plus d'une semaine plus tard, le 11 avril 2017, un article du Washington Post intitulé "[Le FBI a obtenu un mandat FISA pour surveiller l'ancien conseiller de Trump Carter Page](#)" confirmait l'existence du mandat FISA d'octobre 2016.

L'information contenue dans les deux articles provient probablement de fuites criminelles de James Wolfe, l'ancien directeur de la sécurité du Comité spécial du renseignement du sénat, qui a été arrêté le 7 juin 2018 et accusé d'avoir menti au FBI. L'acte [d'accusation](#) de Wolfe allègue qu'il a divulgué des informations classifiées à plusieurs journalistes pendant une longue période de temps.

Il semble probable que Wolfe ait divulgué aux journalistes des copies originales & non expurgées de l'application FISA sur Carter Page.

Selon l'acte d'accusation, Wolfe a échangé 82 textos avec Watkins le 17 mars 2017. Le soir même, ils ont eu un appel téléphonique de 28 minutes.

La demande originale FISA sur Page compte 83 pages, dont une page finale à l'intention des signataires.

Dans la version publique de l'application, il y a 37 pages entièrement expurgées. En plus de cela, plusieurs autres pages ont des rédactions pour toutes les pages sauf l'en-tête. Il n'y a que deux pages dans le document entier qui ne contiennent aucune rédaction.

Pourquoi Wolfe se donnerait-il la peine d'envoyer 37 pages d'expurgations complètes ? Il semble plus que plausible que Wolfe ait pris des photos de la demande originale non expurgée de l'application FISA et les ait envoyées par texte à Watkins.

Devin Nunes, président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants, a déclaré à plusieurs reprises que les preuves contenues dans l'application FISA montrent que les agences de contre-espionnage ont été abusées par l'administration Obama. La plupart des médias de masse le savent.

Malgré cela, la grande majorité des grands organes de presse depuis plus de deux ans continuent à faire la promotion du faux narratif de collusion entre Trump et la Russie. Bien qu'il y ait une abondance de preuves du contraire, ils n'ont pas admis qu'ils avaient tort. Parce que s'ils le faisaient, ils devraient aussi admettre leur complicité.

Le renseignement étranger

Les services de renseignements britanniques et australiens ont également joué un rôle important lors de l'élection présidentielle de 2016.



Photo: L'ancien chef du GCHQ Robert Hannigan sur cette photo. Hannigan a transmis des informations concernant Donald Trump à John Brennan à l'été 2016. (Romeo Gacad/AFP/Getty Images)

Le GCHQ britannique a [participé à la collecte](#) d'informations sur le candidat Trump retransmis aux États-Unis. À l'été 2016, Robert Hannigan, le chef du GCHQ, a quitté Londres pour [rencontrer](#) personnellement John Brennan, alors directeur de la CIA, a rapporté le journal The Guardian.

La réunion de Hannigan était digne de mention parce que Brennan n'était pas son homologue. Ce poste appartenait au directeur de la NSA, l'amiral Mike Rogers. L'année suivante, Hannigan [annonça brusquement](#) sa retraite le 23 janvier 2017, trois jours après l'inauguration de Trump.

Alors que le GCHQ recueillait des renseignements, George Papadopoulos, un conseiller de bas niveau en politique étrangère de la campagne Trump, semble avoir été pris pour cible après une série de réunions très fortuites. Le professeur maltais Josef Mifsud, le diplomate australien Alexander Downer, l'informateur du FBI Stefan Halper et des fonctionnaires du Foreign and Commonwealth Office (FCO) du Royaume-Uni ont tous croisé le chemin de Papadopoulos, certains à plusieurs reprises.

Christopher Steele, l'auteur du dossier sur Trump, était un agent du MI6 alors que l'agence était dirigée par Sir Richard Dearlove. Steele entretient des liens étroits avec Dearlove.

Dearlove a des liens avec la plupart des parties mentionnées. C'est lui qui a conseillé à Steele et à son associé, Chris Burrows, de [travailler](#) avec un haut fonctionnaire du gouvernement britannique pour transmettre des informations au FBI à l'automne 2016. Il a également été conférencier au [symposium](#) de Cambridge en juillet 2016 auquel Halper a invité Carter Page à assister.

Dearlove connaît Halper grâce à leur [association mutuelle](#) avec le Cambridge Intelligence Seminar. Dearlove connaît également Sir Iain Lobban, ancien chef du GCHQ, qui est membre du conseil consultatif de la société britannique de renseignement stratégique et de conseil [Hakluyt](#), fondée par d'anciens membres du MI6 et qui entretient des liens étroits avec les services secrets britanniques.

Halper a des liens historiques avec Hakluyt grâce à Jonathan Clarke, avec qui il a [co-écrit](#) deux livres.

Downer, qui a [rencontré](#) Papadopoulos [via deux intermédiaires](#) lors d'une réunion tenue en mai 2016, a fait partie du [conseil consultatif](#) de Hakluyt de 2008 à 2014. Il serait [toujours en contact](#) avec les responsables de Hakluyt. Les informations recueillies lors de sa rencontre avec Papadopoulos ont ensuite été utilisées par le FBI pour établir l'enquête de contre-espionnage [du FBI] sur la collusion entre Trump et la Russie. Downer a changé sa version des événements à plusieurs reprises.

Le dossier Steele a été transmis aux chaînes américaines par plusieurs sources différentes. Sir Andrew Wood, [l'ancien ambassadeur britannique en Russie](#), qui avait été informé du dossier par Steele, était l'une de ces sources. Wood a [ensuite transmis](#) l'information concernant le dossier au sénateur John McCain, qui a envoyé David Kramer, un boursier du McCain Institute, à Londres pour rencontrer Steele en novembre 2016. McCain admettra plus tard dans une [déclaration](#) du 11 janvier 2017 qu'il avait personnellement transmis le dossier à James Comey, alors directeur du FBI.

Trump, après avoir émis un ordre de déclassification des documents et des messages texte relatifs à l'enquête sur la collusion avec la Russie - y compris certaines parties de la demande de mandat FISA sur Carter Page - a reçu des appels téléphoniques de deux alliés lui disant : "Je vous en prie, pouvons-nous parler?" Ces "alliés" étaient presque certainement le Royaume-Uni et l'Australie.

Dans un [message Twitter](#), Trump a écrit que des "alliés-clés ont appelé pour demander de ne pas rendre publics" les documents.

Il faut se demander pourquoi ces deux alliés s'opposent tellement à la divulgation de ces documents classifiés qu'un plaidoyer coordonné serait présenté directement au président. Et comment ces mêmes alliés pourraient-ils avoir la moindre idée de ce que contiennent ces documents classifiés?

La Grande-Bretagne et l'Australie semblent donc très bien connaître le contenu de ces documents, et leur tentative d'empêcher leur diffusion publique semble être parce qu'elles ne veulent pas que leur rôle dans les événements entourant l'élection présidentielle de 2016 soit rendu public.

Fusion GPS/Orbis/Christopher Steele



Photo: Glenn Simpson, co-fondateur de Fusion GPS. L'entreprise a été engagée par la campagne Clinton et le cabinet d'avocats Perkins Coie du DNC pour produire le dossier sur Trump.

Glenn Simpson, ancien journaliste du Wall Street Journal, est co-fondateur de Fusion GPS, avec Peter Fritsch et Tom Catan. Fusion GPS a été engagée par le DNC et la campagne Clinton, via le cabinet d'avocats Perkins Coie, pour produire et diffuser le dossier Steele utilisé contre Trump. Le dossier sera par la suite la principale preuve utilisée pour obtenir un mandat FISA sur Carter Page le 21 octobre 2016.

Christopher Steele, qui entretient des liens étroits avec les services de renseignement britanniques, a travaillé pour le MI6 de 1987 jusqu'à sa retraite en 2009, lorsque lui et son associé, Chris Burrows, ont fondé Orbis Intelligence. Steele est [toujours en contact](#) avec les services de renseignement britanniques, [Sir Richard Dearlove](#), et la société de renseignement britannique Hakluyt.

Steele semble avoir été [représenté](#) par l'avocat Adam Waldman, qui représentait également l'oligarque russe Oleg Deripaska. Nous le savons grâce aux [textos](#) envoyés par Waldman. Le 10 avril 2017, Waldman a envoyé ceci au sénateur Mark Warner :

"Salut. Steele: j'aimerais recevoir une lettre bi partisane du comité; Assange: Je l'ai convaincu de faire des concessions sérieuses et importantes et j'en discute avec le DOJ; Deripaska : prêt à témoigner au congrès mais intéressé par l'état de la situation avec Manafort. Je serai avec lui mardi prochain pendant une semaine."

Steele semble également avoir exercé des pressions au nom de Deripaska, dont il a été question dans des courriels entre Bruce Ohr et Steele qui ont récemment été divulgués par le Washington Examiner :

"Steele a dit qu'il "faisait circuler des informations sensible d'Orbis sur Deripaska qui suggérait que Deripaska n'était pas un "outil" du Kremlin. Steele a dit qu'il enverrait les informations à un nom biffé dans le courriel."

Fusion GPS a également été employée par l'avocate russe Natalia Veselnitskaya dans un dossier préalable. Veselnitskaya a été impliquée dans un litige opposant la firme russe Prevezon Holdings au financier anglo-américain William Browder.

Veselnitskaya a engagé le cabinet d'avocats américain BakerHostetler, qui, à son tour, a engagé Fusion GPS pour déterrer de la saleté sur Browder. Veselnitskaya a été l'une des participantes à la réunion de juin 2016 à la Trump Tower, au cours de laquelle elle a discuté de l'[Acte Magnitsky](#).

Fox News a rapporté le 9 novembre 2017 que Simpson a [rencontré](#) Veselnitskaya immédiatement avant & après la réunion à la Trump Tower.

Un rapport top secret déclassifié de la FISC ("Foreign Intelligence Surveillance Court", Cour de Surveillance du Renseignement Étranger), publié le 26 avril 2017, a révélé que des organismes gouvernementaux, dont le FBI, la CIA et la NSA, avaient accédé de façon abusive aux communications des Américains. Le FBI a spécifiquement fourni à des contracteurs externes un accès à des données brutes de renseignement sur les citoyens américains, et ce sans surveillance adéquate.

Les communications et autres données des membres de la campagne Trump peuvent avoir été capturées de cette façon.



Photo: Nellie Ohr, l'épouse de Bruce Ohr, haut fonctionnaire du DOJ, a été engagée par Fusion GPS pour travailler sur le dossier contre Trump.

Bruce & Nellie Ohr [connaissent](#) Glenn Simpson depuis au moins 2010 et Christopher Steele depuis au moins 2006. Eux et Simpson ont travaillé ensemble sur un [rapport du DOJ en 2010](#). Dans ce rapport, la biographie de Nellie Ohr indique qu'elle travaille pour Open Source Works, une compagnie qui fait partie de la CIA. Simpson a rencontré Bruce Ohr [avant & après](#) les élections de 2016.

Bruce Ohr a été en contact à plusieurs reprises avec Steele durant la présidentielle de 2016 - pendant que Steele construisait son dossier. Plus tard, il partagera activement avec le FBI les informations reçues de Steele, après que l'agence ait cessé de l'utiliser comme source.

Les interactions entre Ohr et Steele se sont prolongées pendant des mois au cours de la première année de la présidence de Trump et ont été documentées dans un certain nombre de mémos FD-302s qui résument les entrevues faites avec lui par le FBI.

Pièges à espions



Photo: Le conseiller en politique étrangère de la campagne Trump, George Papadopoulos, a été approché par plusieurs personnes ayant des liens avec des agences de renseignement du Royaume-Uni et des États-Unis. (Mandel Ngan/AFP/Getty Images)

Dans le but de mettre de l'avant des preuves de collusion entre la campagne Trump et la Russie, il semble que plusieurs pièges à espions différents aient été posés, avec plus ou moins de succès. Beaucoup de ces efforts semblent s'articuler autour de George Papadopoulos, conseiller de la campagne Trump, et impliquent Joseph Mifsud, professeur basé à Londres, qui [a des liens](#) avec le renseignement occidental, en particulier au Royaume-Uni.

Papadopoulos et Mifsud ont [tous deux travaillé](#) au London Centre of International Law Practice (LCILP). Mifsud semble avoir rejoint la LCILP vers [novembre 2015](#). Papadopoulos aurait [rejoint](#) la LCILP fin février 2016 après avoir quitté la campagne présidentielle de Ben Carson. Cependant, certains [rapports](#) indiquent que Papadopoulos a rejoint la LCILP en novembre ou décembre 2015. Mifsud et Papadopoulos ne se seraient jamais croisés [avant le 14 mars 2016](#), en Italie.

Mifsud a présenté Papadopoulos à plusieurs Russes, dont Olga Polonskaya, que Mifsud a présentée comme étant "la nièce de Poutine", et Ivan Timofeev, un fonctionnaire d'un groupe de réflexion parrainé par l'État, le "Conseil Russe des Affaires Internationales." Papadopoulos et Mifsud ont tous deux été interrogés par le FBI.

Papadopoulos a finalement été accusé d'un crime de procédure et a récemment été condamné à 14 jours de prison pour avoir menti au FBI. Mifsud n'a jamais été inculpé par le FBI.

Tout au long de cette période, Papadopoulos n'a cessé de faire pression pour que des réunions aient lieu entre les responsables de la campagne Trump et les contacts russes, mais n'a finalement pas réussi.

Papadopoulos a rencontré le diplomate australien Alexander Downer le 10 mai 2016. Leur rencontre a été présentée comme une [rencontre fortuite](#) dans un bar. Mais cela ne semble pas être le cas.

Papadopoulos a été [présenté](#) à Downer via deux intermédiaires qui ont dit que Downer voulait rencontrer Papadopoulos. Un autre individu [se trouvait à Londres](#) exactement au même moment: le chef du contre-espionnage du FBI, Bill Priestap.

Le but de la visite de Priestap reste inconnu.

La [rencontre](#) Papadopoulos-Downer a ensuite servi pour établir l'enquête de contre-espionnage du FBI sur la collusion entre Trump et la Russie. Il a été rapporté à plusieurs reprises que Papadopoulos a dit à Downer que la Russie avait les courriels d'Hillary Clinton.

C'est inexact.

Selon Downer, Papadopoulos a [mentionné](#) à un moment donné que les Russes possédaient des informations dommageables sur Hillary Clinton.

"Au cours de cette conversation, il a mentionné que les Russes pourraient utiliser le matériel qu'ils ont sur Hillary Clinton dans la période précédant les élections, ce qui pourrait être dommageable", a dit Downer à [The Australian](#) dans un article publié en avril 2018 au sujet de la réunion de Papadopoulos. "Il n'a pas dit 'saleté', il a dit 'matière qui pourrait lui être dommageable.' Non, il a dit que ce serait dommageable. Il n'a pas dit ce que c'était."

Downer, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères de l'Australie, fut [responsable](#) de l'un des plus importants dons étrangers à la Fondation Clinton : 25 millions de dollars du gouvernement australien.

Des articles de presse non confirmés, dont un article de la BBC paru le 12 janvier 2017, suggèrent que le FBI a tenté d'obtenir deux mandats FISA en juin et juillet 2016 qui ont été refusés par la FISC. Il est probable que Papadopoulos était une cible prévue de ces mandats FISA qui ont échoué.

Il est intéressant de noter que le dossier Steele ne fait aucune mention de Papadopoulos. Paul Manafort, Carter Page, l'ancien avocat de Trump Michael Cohen, le général Michael Flynn et l'ancien directeur de campagne de Trump Corey Lewandowski figurent tous dans le dossier Steele.

Papadopoulos a peut-être commencé par aider le FBI ou la CIA et a découvert par la suite qu'il était lui-même mis sous surveillance.

Après avoir échoué à obtenir un mandat d'espionnage sur la campagne Trump en utilisant Papadopoulos, le FBI a jeté son regard sur le volontaire de campagne Carter Page. À cette période, l'enquête de contre-espionnage était en voie d'établissement, et nous savons maintenant qu'elle a été lancée sans renseignement officiel. Le FBI avait besoin d'une sorte de couverture légale. Ils avaient besoin d'un mandat rétroactif. Et ils en ont eu un le 21 octobre 2016. Le mandat FISA sur Carter Page sera renouvelé trois fois et demeurera en vigueur jusqu'en septembre 2017.

Stefan Halper a rencontré Page pour la première fois le 11 juillet 2016 lors d'un symposium à Cambridge, trois jours seulement après son voyage à Moscou en juillet 2016. Comme mentionné précédemment, l'ancien chef du MI6, Sir Richard Dearlove, a pris la parole au [symposium](#). Halper et Dearlove se connaissent depuis des années et ont plusieurs connaissances mutuelles.

Carter Page était déjà connu du FBI. La demande de mandat FISA sur Page fait référence à l'affaire d'espionnage de Buryakov et à une entrevue du FBI avec Page. Les informations actuelles suggèrent qu'il n'y a eu qu'[une seule réunion](#) entre Page et le FBI en 2016, le 2 mars, en relation avec Victor Podobnyy, qui a été nommé dans l'affaire Buryakov.

Page, qui a [coopéré](#) avec le FBI dans cette affaire, a presque certainement témoigné ou fourni des détails contre Podobnyy. Page avait été contacté par Podobnyy en 2013 et avait précédemment fourni des informations au FBI. Buryakov a [plaidé coupable](#) le 11 mars 2016 - neuf jours après que Page eut rencontré le FBI à ce sujet - et a été [condamné](#) à 30 mois de prison le 25 mai 2016. Le 5 avril 2017, Buryakov a bénéficié d'une libération anticipée et a été [déporté](#) vers la Russie.



Photo: L'informateur du FBI Stefan Halper a approché les conseillers de la campagne Trump, George Papadopoulos et Carter Page.

Devin Nunes, président du Comité sur le Renseignement de la Chambre (House Intelligence Committee), a [déclaré](#) en août qu'il existe des preuves disculpatoires en faveur de Carter Page qui n'ont pas été incluses par le DOJ et le FBI dans la demande FISA originale, ni dans les renouvellements subséquents (donc cachées aux juges). La preuve disculpatoire se rapporte probablement spécifiquement au rôle de Page dans l'affaire Buryakov.

Si le FBI n'a pas divulgué la coopération de Page avec le Bureau (le FBI) ou s'il a fait de fausses déclarations au sujet de la participation de Page lors de sa demande devant la cour FISA, cela signifie que les procédures du FBI établies par Woods, celles qui régissent les demandes FISA, ont été violées.

Carter Page n'a pas été arrêté ou accusé de quelconque crime lié à l'enquête.

Les abus FISA



Photo: Le 23 mai 2017, l'Admiral Mike Rogers, alors directeur de la NSA. Rogers a découvert un abus généralisé des données de la FISA par le FBI. (Saul Loeb/AFP/Getty Images)

L'amiral Mike Rogers, alors qu'il était directeur de la NSA, a été personnellement responsable de la [découverte](#) d'un niveau sans précédent d'abus de la base de données FISA, lesquels ont été documentés dans un jugement [déclassifié de 99 pages de la FISC](#). Comme la FISC (tribunal FISA) l'a noté dans sa décision du 26 avril 2017, les abus se produisaient depuis au moins novembre 2015 :

"Le FBI avait divulgué des renseignements FISA bruts à des contracteurs privés, y compris, mais sans s'y limiter, des renseignements acquis en vertu de l'article 702,

"Les contracteurs privés avaient accès aux informations FISA brutes sur les systèmes de stockage du FBI.

"Les contracteurs avaient accès à des informations FISA brutes qui allaient bien au-delà de ce qui était nécessaire pour répondre aux demandes du FBI."

Le rapport de la FISC est particulièrement axé sur le FBI :

"La Cour s'inquiète du mépris apparent du FBI pour les règles de minimisation (en matière de protection des données) et se demande si le FBI ne divulgue par exprès des informations brutes obtenues via l'article 702 qui ne sont pas rapportées."

La FISC a [révélé](#) que les recherches illégales dans les bases de données de la NSA (l'Agence de Sécurité Nationale) étaient endémiques. Les contracteurs privés, employés par le FBI, ont eu pleinement accès à la base de données de la NSA. Une fois entre les mains des contracteurs, les données n'ont pas pu être retracées.

En avril 2016, Rogers, après qu'il eut pris connaissance le 9 mars 2016 d'un accès [inapproprié](#) par les contracteurs aux données brutes FISA, a [ordonné](#) au Bureau de la conformité de la NSA d'effectuer une "enquête de fond en comble sur la conformité associée au demandes 702" (*les requêtes "À propos"*).

Le 18 avril 2016, Rogers a fermé l'accès pour tous les contracteurs externes aux informations FISA brutes, en particulier ceux travaillant pour le FBI.

John Carlin, chef de la Division de la Sécurité Nationale (DSN) du DOJ, a déposé le 26 septembre 2016 les [attestations proposées](#) par le gouvernement en vertu de l'article 702 pour l'année 2016.

Carlin connaissait l'état général de l'enquête de conformité de Rogers car la DSN faisait partie de l'enquête. Carlin a omis de divulguer à la FISC le [rapport critique du 7 janvier 2016 du Bureau de l'Inspecteur général](#) sur les abus FISA lors de la demande de certificat pour l'année 2016. Carlin a également omis de divulguer l'enquête de conformité en cours de Rogers sur les requêtes 702.

Le lendemain, le 27 septembre 2016, Carlin [annonce](#) sa démission, effective le 15 octobre 2016.

Le 21 octobre 2016, soit le lendemain après avoir reçu le rapport de l'agent de conformité de la NSA décrivant en détail les [nombreuses](#) violations découvertes dans l'enquête de conformité sur les demandes 702, Rogers a mis fin à toute les requêtes "À propos" de la base de données et a [présenté](#) ses conclusions au DOJ.

Rappel : les requêtes "À propos" sont les recherches basées sur les communications contenant une référence "au sujet" d'une cible de surveillance, mais qui ne sont pas "À" ou "De" la cible.

Le 21 octobre 2016, le DOJ et le FBI ont demandé et obtenu du tribunal FISA un mandat en vertu du Titre I, autorisant la surveillance électronique sur Carter Page.

À ce moment-là, le tribunal FISA n'était toujours pas au courant des violations de l'article 702.

Le 24 octobre 2016, Rogers a informé [verbalement](#) la FISC de ses conclusions. Le 26 octobre 2016, Rogers a comparu officiellement devant la cour pour présenter les conclusions écrites de sa vérification.

La FISC n'était pas au courant des violations de requêtes jusqu'à ce qu'elles lui soient alors présentées par l'amiral Rogers.

Carlin n'a pas divulgué les abus FISA dans ses attestations annuelles avant de recevoir le mandat FISA pour espionner Carter Page, tel qu'il aurait dû le faire en accord avec la loi concernant l'article 702, et ce, afin d'éviter d'éveiller les soupçons de la Cour.

Le FBI et la Division de la Sécurité Nationale (DSN) ont littéralement fait une course contre l'enquête de l'amiral Rogers, afin d'obtenir leur mandat FISA sur Carter Page avant que la Cour n'apprenne la vérité.

Pendant ce temps, le Directeur du Renseignement National, James Clapper, et le secrétaire à la Défense Ash Carter, soumettaient à Obama une recommandation conjointe que l'amiral Rogers soit [démis](#) de ses fonctions de directeur de la NSA. Rogers commençait à en savoir trop.

La décision de congédier Rogers, qui a finalement échoué, a été prise à la mi-octobre 2016- exactement au moment où Rogers se préparait à présenter ses conclusions à la cour FISA.

La police d'assurance

Depuis la publication des textos du FBI révélant l'existence d'une "police d'assurance", le terme a fait l'objet de nombreuses spéculations.

Certains observateurs ont laissé entendre que la police d'assurance était le mandat d'espionnage FISA utilisé pour surveiller Carter Page, conseiller de la campagne Trump et, par extension, espionner aussi tous les autres de l'entourage de Donald Trump. Cette interprétation est trop étroite et ne permet pas de saisir le sens sous-jacent de l'expression.

La police d'assurance était le processus bien réel de fabriquer, et d'établir, une fausse histoire de collusion entre Trump et la Russie.

Ce processus comprenait les mesures prises à la fin de 2016 et au début de 2017, y compris la fuite aux médias du dossier Steele et les fuites de James Clapper concernant la rencontre de James Comey avec le président Trump. L'intention derrière ces mesures était simple; la légitimation de l'enquête sur la campagne Trump.

La stratégie impliquait la récusation des fonctionnaires de Trump, dont Jeff Sessions, avec l'intention qu'Andrew McCabe finisse par mener l'enquête. Il fallait placer les pions aux bons endroits.

Le dossier Steele, qui a été [financé par Hillary Clinton](#) & le Comité National Démocrate, a servi de base au narratif sur la supposée collusion avec la Russie.

La communauté du renseignement, dirigée par John Brennan, Directeur de la CIA, et James Clapper, Directeur du Renseignement National (DNI), ont utilisé le dossier Steele comme tremplin permettant d'écrire et soumettre leur '[Évaluation de la Communauté du Renseignement](#)'.

Même si l'amiral Rogers n'avait qu'une confiance modérée envers ce rapport, il a été présenté à Barack Obama en décembre 2016 et est devenu un élément important du narratif selon lequel la Russie s'est ingérée dans l'élection présidentielle.

En raison des fuites par la communauté du renseignement et de leur collusion avec des médias consentants, le récit selon lequel la Russie a aidé Trump à remporter les élections a été agressivement promu tout au long de 2017.

Spygate

Spygate représente le plus grand scandale politique de l'histoire de la nation américaine.

L'administration Obama a activement participé à une campagne politique visant à influencer le résultat de l'élection présidentielle américaine de 2016.

Les agences gouvernementales ont été militarisées et les médias complices ont diffusé les fuites de la communauté du renseignement comme si c'étaient des faits.

Mais une question plus vaste demeure: Depuis combien de temps les États-Unis sont-ils soumis à l'ingérence de la communauté du renseignement et de ses organismes politiques? L'élection présidentielle de 2016 était-elle une aberration ponctuelle ou si cet épisode est symptomatique d'une tendance plus large qui remonte à plusieurs décennies?

L'intensité, l'ampleur et la coordination suggèrent quelque chose de plus grand que des mesures trop zélées prises au cours d'une seule élection.

Ils représentent une réaction unifiée de l'establishment à une menace posée par un véritable 'outsider' (un marginal) - une réaction qui a pris le nom de SPYGATE.



FISAGATE

★★★★★

"What I saw is absolutely shocking."

Mark Meadows

★★★★★

"It is so alarming the American people have to see this"

Jim Jordan

★★★★★

"There has been a real attempt to undermine this President & it comes from the scariest of places."

Matt Gaetz

★★★★★

"The sickening reality has set in. I no longer hold out hope there is an innocent explanation for the information the public has seen."

Steve King

★★★★★

"As soon as you read the Memo, you think, is this happening in America or is this the KGB!?"

Scott Perry